



# SOUS-PREFECTURE DU MARIN BATIMENT PRINCIPAL REZ-DE-JARDIN LOCAUX DE TRAVAIL



## DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

**CEDEC SARL**  
**BP 102 - 97 224 DUCO ;**

**Tel / Fax : 05 96 68 47 0**

**GSM : 06 96 35 10 49**

**Courriel : cedecsarl@gmail.com**

## FICHE DE SUIVI DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

[illegible]

**SOUS-PREFECTURE DU MARIN**

**BATIMENT PRINCIPAL - REZ-DE-  
JARDIN - LOCAUX DE TRAVAIL**

**REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX**

SOUS-PREFECTURE DU MARIN

BATIMENT PRINCIPAL - REZ-DE-  
JARDIN - LOCAUX DE TRAVAIL

PLAN DE RETRAIT ET DE  
CONFINEMENT

SOUS-PREFECTURE DU MARIN

BATIMENT PRINCIPAL – REZ-DE-  
JARDIN – LOCAUX DE TRAVAIL

CONTROLES VISUELS APRES TRAVAUX  
ET MESURES D'EMPOUSSIEREMENT

**SOUS-PREFECTURE DU MARIN**

**BATIMENT PRINCIPAL - REZ-DE-  
JARDIN - LOCAUX DE TRAVAIL**

**BORDEREAUX DE SUIVI DES DECHETS  
D'AMIANTE**

SOUS-PREFECTURE DU MARIN

BATIMENT PRINCIPAL - REZ-DE-  
JARDIN - LOCAUX DE TRAVAIL

REPERAGE DES MATERIAUX ET  
PRODUITS CONTENANT DE  
L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER  
TECHNIQUE AMIANTE  
LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU  
CODE DE LA SANTE PUBLIQUE.

# RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE.

Référence du rapport : n° 751-2019.  
Date d'émission du rapport : 18/07/2019.  
Nombre de pages y compris annexes : 81 pages.

## 1 - INFORMATIONS GENERALES

### 1-1/ Références réglementaires

Textes applicables :

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif au risque d'exposition amiante.

Norme NFX46-020.



### 1-2/ Désignation du bâtiment

Référence du bâtiment	Bâtiment principal - Rez-de-jardin - Locaux de travail.		
Fonction du bâtiment	Immeuble bâti à usage de bureaux et recevant du public.		
Adresse du bâtiment	Morne Désir - 97 290 Le Marin.		
Date du permis de construire	Non communiquée		
Année de construction	Non communiquée		
Périmètre de repérage	Rez-De-Jardin.		
Référence cadastrale	Non communiquée		

### 1-3/ Désignation du Donneur d'ordres

Noms	Mr JACQUENS Bertrand	
Adresse	Préfecture de la Martinique 82 rue Victor Sévère 97200 Fort de France.	
Qualité	Responsable Gestion du Patrimoine Immobilier et suivi des travaux	

### 1-4/ Opérateur de repérage

Noms	VILLANOVA Francesco.
Numéro d'accréditation	8018591.
Date d'obtention	28/12/2017.

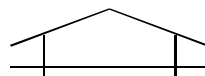
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :  
BUREAU VERITAS CERTIFICATION - 60 avenue Charles de Gaulles - 92 800 Puteaux - France.



<b>1-5/ Organisme d'assurance professionnelle</b>				
Noms	AXA FRANCE IAR			
Numéro du contrat d'assurance	3639334904			
Dates de validité	01/01/2019 au 31/12/2019			
<b>1-6/ Laboratoire d'analyses</b>				
Nom	Eurofins Analyse Pour le Bâtiment Sud Est			
Adresse	2 rue du Chanoine Ploton CS40265 42016 Saint Etienne Cedex 01			
N° accréditation COFRAC	1-1591.			
<b>1-7/ Dates relatives à la mission de repérage</b>				
Date de la commande	17/06/2019			
Date d'exécution du repérage	26/06/2019			
Date de signature du rapport	18/07/2019			
<b>1-8/ Rapports précédents fournis</b>				
N° des rapports	Date	Principales conclusions		
		Pas de précédents rapport de recherche amiante transmis.		
<b>1-9/ Observations</b>		Oui	Non	Sans objet
Un plan de prévention a été réalisé avant intervention sur le site		<input checked="" type="checkbox"/>		
Le bâtiment était vide d'occupants			<input checked="" type="checkbox"/>	
Le bâtiment était vide de meubles			<input checked="" type="checkbox"/>	
Les équipements et installations étaient en service		<input checked="" type="checkbox"/>		
Les équipements et installations étaient sous tension		<input checked="" type="checkbox"/>		
Le vide sanitaire était visitable			<input checked="" type="checkbox"/>	
Les combles et la toiture étaient accessibles			<input checked="" type="checkbox"/>	

## TABLE DES MATIERES

1 – INFORMATIONS GENERALES .....	1
1-1/ REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	1
1-2/ DESIGNATION DU BATIMENT .....	1
1-3/ DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRES .....	1
1-4/ OPERATEUR DE REPERAGE .....	1
1-5/ ORGANISME D'ASSURANCE PROFESSIONNELLE .....	2
1-6/ LABORATOIRE D'ANALYSES .....	2
1-7/ DATES RELATIVES A LA MISSION DE REPERAGE .....	2
1-8/ RAPPORTS PRECEDENTS FOURNIS .....	2
1-9/ OBSERVATIONS .....	2
2 – CONCLUSIONS .....	4
2.1/ MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE A .....	4
2.2/ MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B .....	5
2.3/ PARTIES D'IMMEUBLES BATIS, NON VISITEES, NON ACCESSIBLES ET LISTE DES INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES QUI RESTENT A MENER. ....	7
2.4/ DOCUMENTS ET INFORMATIONS TRANSMIS ET NON TRANSMIS PAR LE DONNEUR D'ORDRES A L'OPERATEUR DE REPERAGE .....	8
3 – METHODOLOGIE DE CETTE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE .....	9
3-1/ OBJET DE LA MISSION .....	9
3-2/ INTITULE DE LA MISSION .....	9
3-3/ CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISSION .....	9
3-4/ OBJECTIF DE LA MISSION .....	9
3-5/ DOCUMENTS DEMANDES AU DONNEUR D'ORDRE .....	9
3-6/ PREPARATION DE LA MISSION .....	9
3-7/ METHODE D'INTERVENTION ET INFORMATION DU PROPRIETAIRE .....	9
3-8/ RECHERCHER LES MATERIAUX ET PRODUITS DES LISTES A ET B .....	10
3-9/ POUR CHAQUE ZONE DE SIMILITUDE D'OUVRAGE .....	10
3-10/ CONCLUSIONS .....	10
4 – PARTIES D'IMMEUBLE VISITES .....	11
5 – RESULTATS DETAILLES.....	12
6 – VISA DE L'OPERATEUR.....	20
7 – ANNEXES .....	21
7-1/ CROQUIS.....	22
7-2/ REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE .....	29
7-3/ DOCUMENTS CONSULTES .....	36
7-4/ GRILLES D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE A SELON L'ARRETE DU 12 DECEMBRE 2012.....	37
7-5/ GRILLES D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE B SELON L'ARRETE DU 12 DECEMBRE 2012.....	39
7-6/ RAPPORTS D'ANALYSE DES ECHANTILLONS .....	44
7-7/ ATTESTATIONS DE CERTIFICATION .....	59
7-8/ ATTESTATION D'ASSURANCE .....	61
7-9/ ATTESTATION DE FORMATION DE PREVENTION RISQUE AMIANTE CONFORMEMENT AU DECRET 2012-639 DU 4 MAI 2012 .....	64
7-10/ ATTESTATION SUR L'HONNEUR CONFORMEMENT A L'ARTICLE L271.6 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION.....	66
7-11/ FICHE RECAPITULATIVE AMIANTE .....	68
7-12/ CONSIGNES GENERALES DE SECURITE .....	76
7-13/ FICHE RECAPITULATIVE DE COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE .....	80



## 2 - CONCLUSIONS

### 2.1/ Matériaux et produits de la liste A

Dans le cadre de la présente mission de repérage amiante il n'a pas été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A.

Référence de la conclusion : page n° 12/81.

Date de référence de la conclusion : 18/07/2019.


Localisation Référence des croquis	Composant de la construction	Partie du composant matériau et produit	Critère de décision	Etat de conservation	Obligations
Présence	AD : amiante détecté				
	AND : amiante non détecté				
Critères de décisions	MA : marquage				
	DC : document consulté				
	RA : résultat d'analyse				
	MPN : Matériau ou produit qui par nature de contient pas d'amiante				

## 2.2/ Matériaux et produits de la liste B

Dans le cadre de la présente mission de repérage amiante il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B.

Référence de la conclusion : page n° 12/81.

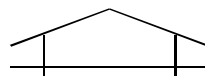
Date de référence de la conclusion : 18/07/2019.

Date de référence de la construction : Février 2014					
Localisation Référence des croquis	Composant de la construction	Partie du composant matériau et produit	Critère de décision	Etat de conservation	Recommandations
Tous les locaux intérieurs du rez- de-jardin	Murs intérieurs	Complexe enduit + peinture indissociable	Résultat d'analyse	Evaluation périodique	Voir recommandations ci-après.
	Plafonds	Complexe enduit + peinture indissociable	Résultat d'analyse	Evaluation périodique	
Présence		AD : amiante détecté			
		AND : amiante non détecté			
Critères de décisions		MA : marquage			
		DC : document consulté			
		RA : résultat d'analyse			
		MPN : Matériau ou produit qui par nature de contient pas d'amiante			

### Recommandations (\*) :

- Ne pas émettre d'actions susceptibles des d'émettre des fibres par mouvements d'air, chocs ou vibration.
- Le propriétaire du bâtiment doit tenir le dossier technique amiante à la disposition des occupants du présent bâtiment, des employeurs, des représentants des personnels et du médecin de prévention.

- La communication du DTA à ces intervenants par le propriétaire doit faire l'objet d'une attestation écrite. Pour les personnes chargées de travaux, cette communication doit intervenir le plus en amont possible pour parvenir à une bonne programmation de l'opération.
- Toute intervention sur les matériaux et produits contenant de l'amiante lors des opérations d'entretiens et de maintenances doit se faire par des opérateurs formés à la prévention risque amiante sous-section 4.
- Préalablement aux travaux, le Donneur d'Ordres a l'obligation de faire rechercher les matériaux et produits contenant de l'amiante par un repérage amiante avant travaux conformément à la LOI n° 2016-1088 du 8 août 2016 - art. 113 (V) et son décret d'application.



2.3/ Parties d'immeubles bâtis, non visitées, non accessibles et liste des investigations complémentaires qui restent à mener.

N°	Partie(s) d'immeuble	Motif	Investigations complémentaires obligatoires
	Vide sanitaire	Pas d'accès	
	Comble	Pas d'accès	

☒ : Les obligations réglementaires du (des) propriétaire(s) prévues aux articles R.1334-20 à R.1334-21 du Code de la Santé Publique, ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 Décembre 2012 (Listes A et B).

☐ : Courrier de réserves référencé .....adressés au MO suite au non-respect de l'alinéa précédent.

Ce rapport de repérage de matériaux et produits des listes A et B prévu à l'article R1334-22 doit être communiqué à toute personne physique ou morale appelée à organiser ou effectuer des interventions dans l'immeuble bâti.

Plans des bâtiments existant non fournis.

2.4/ Documents et informations transmis et non transmis par le Donneur d'ordres à l'opérateur de repérage		
	Nature du document et(ou) de l'information	
NT	Date du permis de construire	
T	Modalités d'accès et de circulation dans l'immeuble bâti	
NT	Dossier Technique Amiante déjà réalisé	
NT	Rapports de repérage amiante avant travaux déjà réalisés	
NR	Reconnaissance de l'immeuble bâti ou partie d'immeuble bâti concerné par le présent rapport	
NT	Les produits et matériaux et protection physiques mises en place,	
	Accompagnateur de l'opérateur de repérage amiante	
Légende	T : Transmis à l'opérateur de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante par le Donneur d'Ordres	
	NT : Non transmis à l'opérateur de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante par le Donneur d'Ordres.	
	NR : Non réalisé	
	PA : Pas d'accompagnateur durant la mission de repérage des matériaux et produits des listes A et B	

### 3 – METHODOLOGIE DE CETTE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

#### 3-1/ Objet de la mission

La présente mission concerne le repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante.

#### 3-2/ Intitulé de la mission

Repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante.

#### 3-3/ Cadre réglementaire de la mission

L'article R 1334-17 et 18 du code de la construction et de l'habitation prévoit que «les propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation ainsi les propriétaires d'immeuble à usage autre que d'habitation y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante» Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, est conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

#### 3-4/ Objectif de la mission

Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.» L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

#### 3-5/ Documents demandés au Donneur d'Ordre

- Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante déjà réalisés,
- Documents et informations (plans, croquis, date de délivrance de permis de construire, les matériaux et produits de protections mis en place),
- Les produits et matériaux et protection physiques mises en place,
- L'accès aux différentes parties de l'immeuble.

#### 3-6/ Préparation de la mission

- Analyse des documents et information nécessaires.
- Réaliser avec le propriétaire une reconnaissance de l'immeuble ou parties de l'immeuble,
- Définir les éventuels démontages et organiser un cheminement logique permettant la visite systématique de l'immeuble ou des parties d'immeuble,
- Suite au précédent alinéa, apporter les corrections nécessaires éventuelles sur les plans et les croquis,
- S'assurer d'avoir tout le matériel et autorisation nécessaires aux différentes parties d'immeubles.

#### 3-7/ Méthode d'intervention et information du propriétaire

- Définir une méthodologie d'intervention qui est communiquée par écrit au propriétaire.
- Faire établir le plan de prévention afin de satisfaire aux conditions du décret du 20/02/1992,
- Le propriétaire peut désigner un représentant chargé d'accompagner l'opérateur de repérage dans sa mission. Il s'assure que les personnes accompagnant l'opérateur dans sa mission connaissent l'ensemble des différentes parties de l'immeuble bâti à visiter et détiennent les habilitations nécessaires pour y accéder (y compris ascenseurs, transformateurs, etc.).



### 3-8/ Rechercher les matériaux et produits des listes A et B

- Identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique sans travaux destructifs,
  - Examiner de façon exhaustive toutes les parties d'ouvrages qui composent les différentes parties de l'immeuble bâti et réaliser ou faire réaliser pour cela les démontages et investigations approfondies destructives nécessaires,
  - Définir les zones présentant des similitudes d'ouvrages permettre ainsi d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse,
  - Définir les zones homogènes,
  - Si certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs.
- Il émet les réserves correspondantes par écrit au propriétaire et préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes de la démolition.

### 3-9/ Pour chaque zone de similitude d'ouvrage

- Prendre en compte les zones de similitudes d'ouvrage, et identifier et localiser, parmi les matériaux et produits mentionnés dans les listes A et B ceux qui contiennent de l'amiante.
- Conclure, pour chacun des matériaux et produits repérés, en fonction des informations et des moyens disposés et de la connaissance des matériaux et produits utilisés, quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits.
- En cas de doute, déterminer les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante
- Indiquer le nombre de couche du matériau et produit à analyser,
- Faire analyser les échantillons par un laboratoire accrédité,
- Veiller à la traçabilité des échantillons prélevés et transmettre au laboratoire d'analyse les informations énumérées précédemment,
- Veillez à la cohérence des résultats d'analyse.

### 3-10/ Conclusions

- Conclure à la présence d'amiante en fonction des moyens disposés,
- Conclure définitivement par matériaux ou produits de la présence ou pas d'amiante,
- Préciser le critère permettant la conclusion pour chaque matériau (jugement personnel interdit pour les matériaux et produits de la liste A).
- Joindre les croquis.

## 4 - PARTIES D'IMMEUBLE VISITES

- Locaux intérieurs, façades et toitures.

## 5 - RESULTATS DETAILLES

Localisation	Composant de la construction	Partie du composant matériaux et produits	Résultat	Critère de décision	Référence analyse
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - Couloir Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P1
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - Couloir Revêtement du poteau intérieur	Poteau intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P2
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 7 Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P3
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 5 Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P4
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - salle de réunion - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P5

Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - salle de réunion - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P6
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - salle de réunion - faux plafond	Faux plafond	Plaque blanche	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P7
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - espace public - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P8
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - espace public - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P9
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 2 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P10
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau1 - Revêtement	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P11

du mur intérieur					
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - toilette 1 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P12
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - toilette 2 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P13
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 3 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P14
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 1 - Revêtement du plafond	Plafond	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P15
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - Entrée - Joint sur menuiserie extérieure	Joint	Joint	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P16
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux	Faux plafond	Plaque blanche	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P17

-Espace public - Faux plafond					
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - couloir - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P18
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 10 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P19
Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - Guichet - Revêtement de sol	Revêtement de sol	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P20
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Archives - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P21
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 4 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P22
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Local sécurisé - Revêtement de sol	Revêtement de sol	Chape + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P23

Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - sanitaires - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P24
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 11 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P25
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Toilette privée - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P26
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau sous préfet - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P27
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - couloir - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P28
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 15 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P29
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P30

jardin - bureau 13 - Revêtement du mur intérieur					
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Accueil - joint de dilatation	Joint de dilatation	Complexe blanc	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P31
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 14 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P32
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 16 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P33
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 16 - Revêtement de sol	Revêtement de sol	Chape	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P34
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 12 - Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P35
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - façade- Revêtement du mur intérieur	Mur intérieur	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P36
Bâtiment de la sous	Plafond	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat	P37



préfecture - Rez de jardin - couloir - Revêtement du plafond				d'analyse	
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - couloir - joint de dilatation	Joint de dilatation	Complexe blanc	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P38
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - couloir - Revêtement du plafond	Plafond	Enduit + peinture	Amiante détecté	Résultat d'analyse	P39
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Espace public - Revêtement du mur au droit de la plinthe	Mur intérieur	Enduit + colle carrelage	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P40
Bâtiment de la Sous préfecture - Rez de jardin - Façade - Revêtement mural	Façade	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P72
Bâtiment de la Sous préfecture - Rez de jardin - Façade - Revêtement mural	Façade	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P82
Bâtiment de la Sous préfecture - Rez de jardin - Façade - Revêtement mural	Façade	Enduit + peinture	Amiante non détecté	Résultat d'analyse	P83
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Locaux humides - Conduits intérieurs	Conduits intérieurs	Tuyaux pvc & tuyaux cuivre	Amiante non détecté	Produit qui par nature ne contient pas de fibres	

				d'amiante.	
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin – Conduits extérieurs	Pissettes	Tuyaux PVC	Amiante non détecté	Produit qui par nature ne contient pas de fibres d'amiante.	
Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin – Conduits extérieurs	Descentes d'eaux pluviales	Tuyaux PVC	Amiante non détecté	Produit qui par nature ne contient pas de fibres d'amiante.	
<u>Légende :</u>					
Présence	AD : amiante détecté	AND : amiante non détecté			
Critères de décisions	MA : marquage				
	DC : document consulté				
	RA : résultat d'analyse				
	MPN : Matériau ou produit qui par nature de contient pas d'amiante (non valable pour les matériaux et produits de la liste A)				

## 6 - VISA DE L'OPERATEUR

Nom de l'opérateur : Villanova Francesco

Signature et cachet :



**CEDEC SARL**  
N° 3 Lot Campêche  
97215 RIVIERE SALEE  
SIRET 477 514 905 00025 - APE 742C  
TEL/FAX 0596 68 47 30 - GSM 0696 35 10 49

Date d'établissement du rapport : 18/07/2019.

Fait à Ducos, le 18/07/2019.

Entreprise : CEDEC

SIRET : 477 514 905 000 25

## 7 – ANNEXES

7-1/ Croquis

PREFECTURE DE LA MARTINIQUE BATIMENT PRINCIPAL – LOCAUX DE TRAVAIL – REZ-DE-JARDIN	LEGENDE DE LA CARTOGRAPHIE	NUMERO DE PLANCHE	0
---	----------------------------	-------------------	---



Tuyaux en amiante.



Coffrage perdu amianté dans l'épaisseur des planchers.



Complexe indissociable enduit + peinture amianté des revêtements muraux.



Complexe indissociable enduit + peinture amianté des revêtements des plafonds.



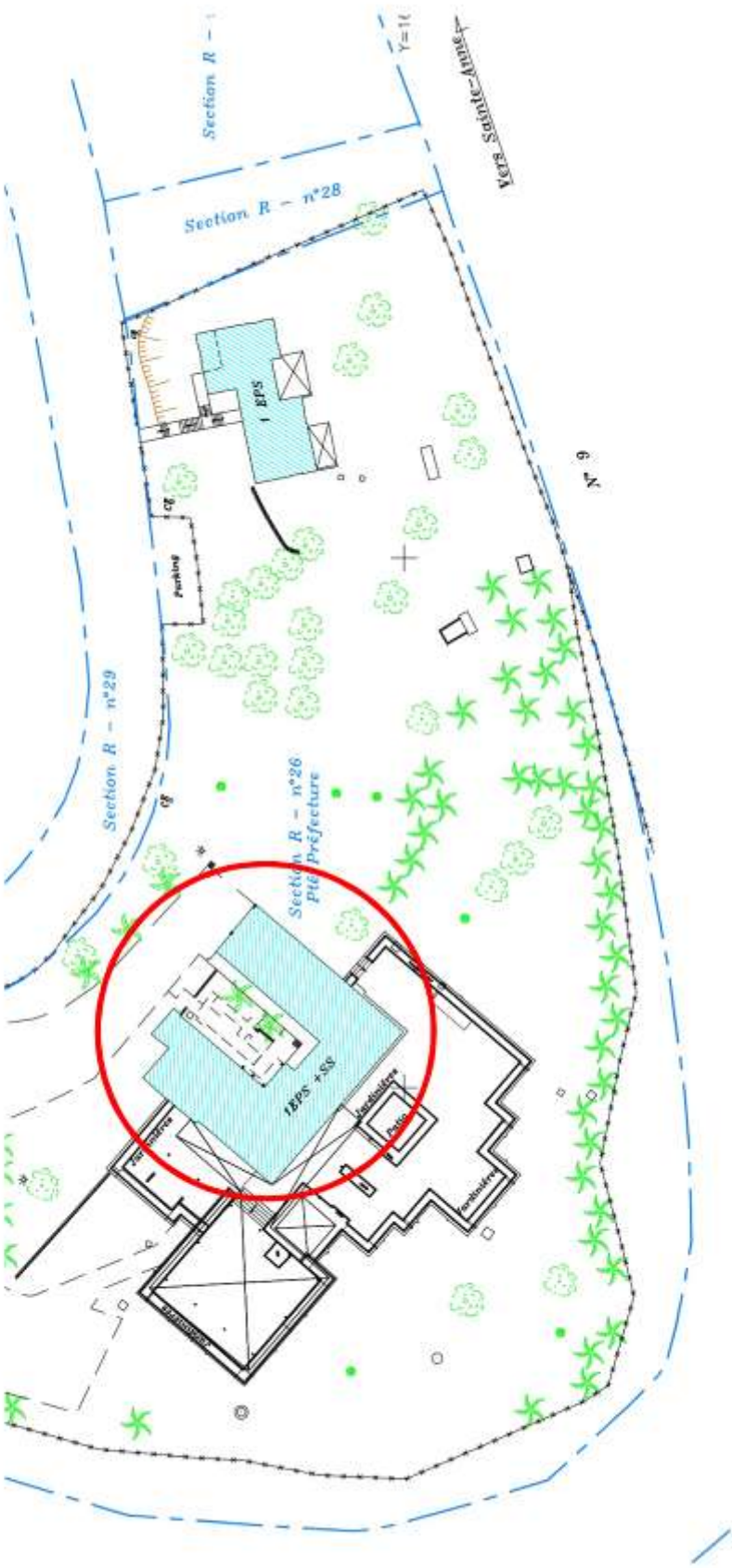
Sondage destructif et prélèvement planchers (haut ou bas).



Complexe indissociable chape + colle noire en revêtement de sol.

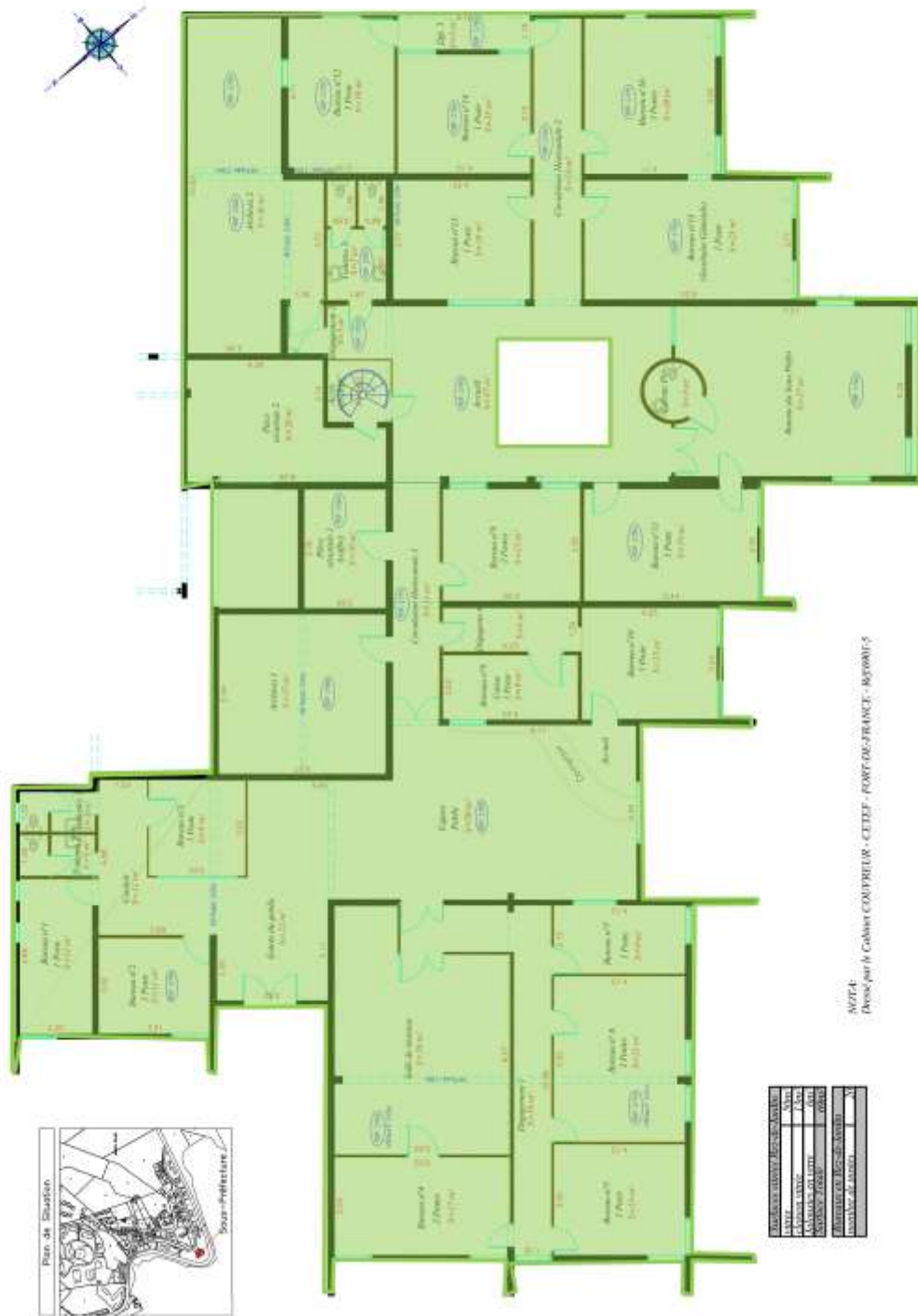
AUTEUR DU PLAN : Mr VILLANOVA FRANCESCO	INDICE DE REVISION : N°01	DATE : JUILLET 2019.	VUE EN PLAN	Non à l'échelle
---	---------------------------	----------------------	-------------	-----------------

LOCALISATION DU BATIMENT	NUMERO DE PLANCHE	1
--------------------------	-------------------	---



AUTEUR DU PLAN : Mr VILLANOVA FRANCESCO	INDICE DE REVISION : N°01	DATE : JUILLET 2019.	VUE EN PLAN	Non à l'échelle
---	---------------------------	----------------------	-------------	-----------------

PREFECTURE DE LA MARTINIQUE BATIMENT PRINCIPAL – LOCAUX DE TRAVAIL – REZ-DE-JARDIN		PARTIES VISITEES DE L'IMMEUBLE BATIES Visitées		Non visitées		NUMERO DE PLANCHE 2	
---	--	---	--	--------------	--	------------------------	--



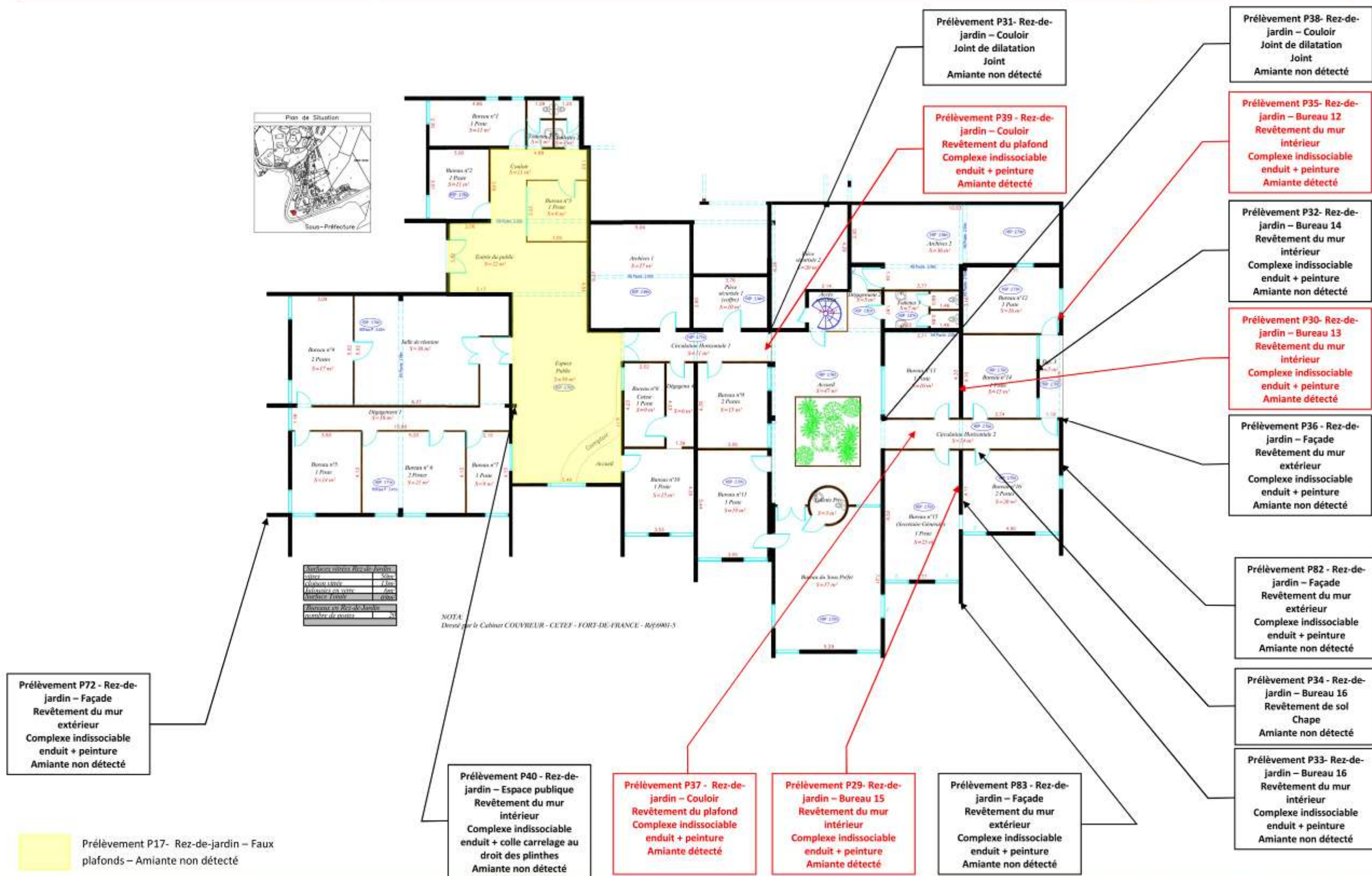
AUTEUR DU PLAN : Mr VILLANOVA FRANCESCO		INDICE DE REVISION : N°01		DATE : JUILLET 2019.		VUE EN PLAN		Non à l'échelle	
---	--	---------------------------	--	----------------------	--	-------------	--	-----------------	--





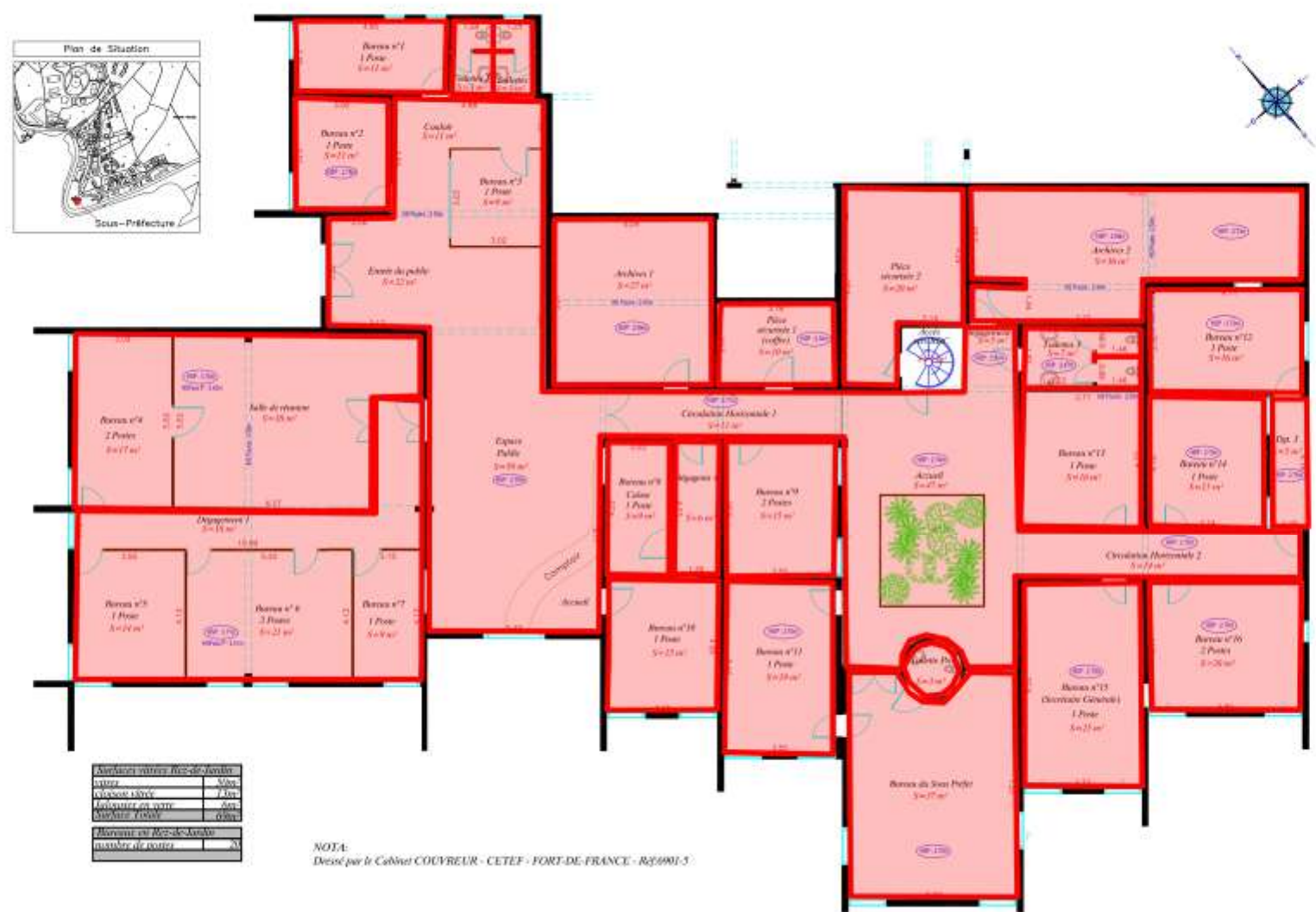


PREFECTURE DE LA MARTINIQUE BATIMENT PRINCIPAL – LOCAUX DE TRAVAIL – REZ-DE-JARDIN	PLAN DE LOCALISATION DES PRELEVEMENTS - REZ-DE-JARDIN – SUITE PLANCHE N°03	NUMERO DE PLANCHE	4
---	--	-------------------	---



AUTEUR DU PLAN : Mr VILLANOVA FRANCESCO	INDICE DE REVISION : N°01	DATE : JUILLET 2019.	VUE EN PLAN	Non à l'échelle
---	---------------------------	----------------------	-------------	-----------------

PREFECTURE DE LA MARTINIQUE BATIMENT PRINCIPAL – LOCAUX DE TRAVAIL – REZ-DE-JARDIN	PLAN DE LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANTS DE L’AMIANTE	NUMERO DE PLANCHE	5
---	--	-------------------	---



AUTEUR DU PLAN : Mr VILLANOVA FRANCESCO	INDICE DE REVISION : N°01	DATE : JUILLET 2019.	VUE EN PLAN	Non à l'échelle
---	---------------------------	----------------------	-------------	-----------------

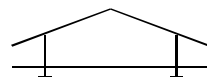
7-2/ Reportage photographique
-------------------------------















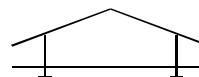


Figure 1 - Bâtiment principal - Rez-de-jardin - Locaux de travail

		P6	 
		P9	 
		P12	 
		P13	 



		P14	 
		P15	 
		P22	 
		P24	 















		P29	 
		P30	 
		P35	 
		P37	 





Figure 2 - Matériaux contenant de l'amiante - Résultats d'analyse



Figure 3 - Conduits extérieurs ne contenant pas d'amiante  
Produits qui part nature ne contient pas de fibres d'amiante.



Figure 4 - Conduits intérieurs dans les locaux humides ne contenant pas d'amiante  
Produits qui part nature ne contient pas de fibres d'amiante.

7-3/ Documents consultés

7-4/ Grilles d'évaluation des matériaux de la liste A selon l'arrêté du  
12 décembre 2012.

## DEFINITION DE ZONE HOMOGENE.

Partie du bâtiment présentant des caractéristiques communes vis à vis de l'établissement de la cotation. Le découpage de l'immeuble en zones homogènes est effectué par le technicien de la construction qualifié en charge du diagnostic du bâtiment.

## CARACTERISTIQUES DE LA PROTECTION - DEFINITION DE LA NOTION D'ETANCHEITE.

Il s'agit d'évaluer l'étanchéité à l'air des écrans ou des protections. Un écran sera considéré comme étanche s'il sépare de façon absolue le flocage contenant les fibres d'amiante de la pièce ou de la zone homogène évaluée, autrement dit si aucune circulation d'air ne peut exister entre le flocage et la pièce ou zone homogène évaluée par ailleurs, s'il ne recouvre pas d'éléments susceptibles de donner lieu à des interventions de maintenance.

## CLASSIFICATION DES DIFFERENTS DEGRES D'EXPOSITION DU PRODUIT (FLOCAGE OU CALORIFUGE) AUX CIRCULATIONS D'AIR.

### FORT :

Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres.

Le flocage ou le calorifugeage se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à fort courant d'air (ex : préau).

Il n'existe un système de ventilation par infusion d'air dans la pièce ou la zone évaluée et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le matériau contenant de l'amiante.

### MOYEN :

Il existe un système de ventilation par infusion d'air dans la pièce ou la zone évaluée et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci n'affecte pas directement le matériau contenant de l'amiante (aérotherme).

Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du flocage (système de ventilation double flux) .

### FAIBLE :

Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée.

Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du matériau contenant de l'amiante.

## CLASSIFICATION DES DIFFERENTS DEGRES D'EXPOSITION DU PRODUITS AUX CHOCES ET VIBRATIONS.

### FORT :

L'exposition du produits aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec les matériaux contenant de l'amiante (exemple : hall industriel, machines outils, gymnase, discothèque...)

### MOYEN :

L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le matériau contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (exemple : supermarchés, piscines, théâtres, ...)

### FAIBLE :

L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le matériau contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé directement par les occupants (accès direct < 3 m) ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

7-5/ Grilles d'évaluation des matériaux de la liste B selon l'arrêté du 12 décembre 2012.

Trois niveaux ont été définis comme résultats de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante. Ces trois niveaux donnent lieu à des préconisations différentes par l'opérateur de repérage.

Quel que soit le type d'immeuble bâti concerné, il est de la responsabilité du propriétaire de l'immeuble bâti de mettre en œuvre ou non les préconisations émises par l'opérateur de repérage suite aux résultats de l'évaluation qu'il a effectuée de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante.

Conclusions possibles	
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de 1 <sup>er</sup> niveau
AC2	Action corrective de 2 <sup>nd</sup> niveau

#### Evaluation périodique :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.

Cette évaluation périodique consiste à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

#### Action corrective de premier niveau :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés.

Rappel : l'obligation de faire intervenir une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement ou pour les autres opérations de maintenance.

Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux ou produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

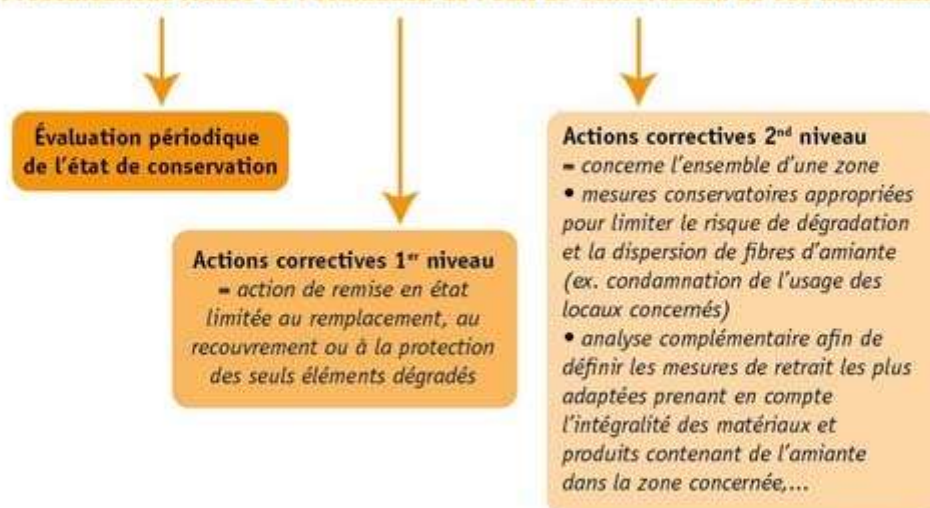
#### Action corrective de second niveau :

Qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation.

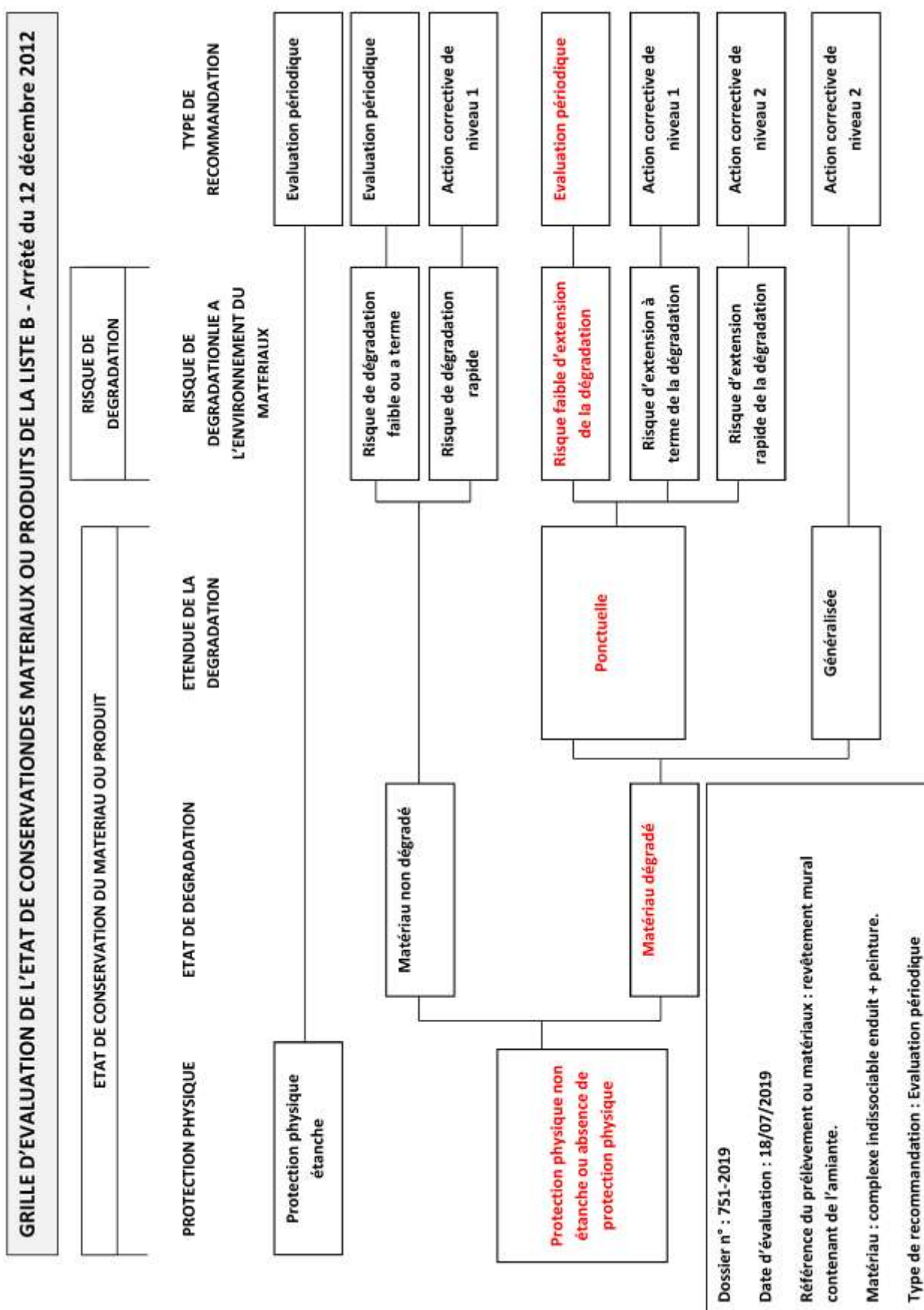
Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation, et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation

**Préconisations issues de l'évaluation de l'état de conservation de ces matériaux :**









7-6/ Rapports d'analyse des échantillons



## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

COORDI EXPERTI DIAGNO ETUDES  
CONSEILS

Monsieur Francesco VILLANOVA

3 lot. Campêche

97215 RIVIERE SALEE

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035056-01

Version du : 06/07/2019 3:58

Page 1/5

Dossier N° : 19Y020752

Date de réception : 03/07/2019

Date d'analyse : 04/07/2019

Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 1 - SOUS  
PREFECTURE DU MARIN

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	P1 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - Couloir Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (granulaire) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	P2 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - Couloir Revêtement du poteau intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair) (granulaire) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003	P3 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 7 Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s).  
Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles  
sont identifiées par le symbole \*.

## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

2, rue Chanoine Platon, CS 40265

F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE

Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
N° 1-1591  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr





## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035056-01  
 Dossier N° : 19Y020752  
 Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 1 - SOUS  
 PREFECTURE DU MARIN

Version du : 06/07/2019 3:58  
 Date de réception : 03/07/2019

Page 2/5  
 Date d'analyse : 04/07/2019

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
004	P4 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 5 Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005	P5 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - salle de réunion - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
006 (1)	P6 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - salle de réunion - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé) (fibreuse) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair) (granulaire)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
007	P7 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - salle de réunion - faux plafond / Plaque blanche	Matériau semi-dur de type enduit (blanc) + (beige) ; matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (beige) en traces(i)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (beige)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
008	P8 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - espace public - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (jaune) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s).  
 Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles  
 sont identifiées par le symbole \*.

## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

2, rue Chanoiné Platon, CS 40265  
 F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE  
 Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb  
 S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
 N° 1-1591  
 Portée disponible sur  
 www.cofrac.fr







## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035056-01  
 Dossier N° : 19Y020752  
 Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 1 - SOUS  
 PREFECTURE DU MARIN

Version du : 06/07/2019 3:58  
 Date de réception : 03/07/2019

Page 3/5  
 Date d'analyse : 04/07/2019

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
009 (2)	P9 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - espace public - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (jaune) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé) (fibreuse) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair) (granulaire)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
010	P10 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 2 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) en traces ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (granulaire) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
011	P11 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau1 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
012 (3)	P12 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - toilette 1 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé) (fibreuse) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
013 (3)	P13 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - toilette 2 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (fibreuse) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (granulaire)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
014 (3)	P14 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 3 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (fibreuse) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (granulaire)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s).  
 Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles  
 sont identifiées par le symbole \*.

## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

2, rue Chanoine Platon, CS 40265  
 F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE  
 Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb  
 S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
 N° 1-1591  
 Portée disponible sur  
 www.cofrac.fr





## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035056-01  
 Dossier N° : 19Y020752  
 Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 1 - SOUS  
 PREFECTURE DU MARIN

Version du : 06/07/2019 3:58  
 Date de réception : 03/07/2019

Page 4/5  
 Date d'analyse : 04/07/2019

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
015 (3)	P15 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 1 - Revêtement du plafond / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (fibreuse) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (granulaire)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
016	P16 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - Entrée - Joint sur menuiserie extérieure / Joint	Matériau souple de type joint (noir)(ii)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
017	P17 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux -Espace public - Faux plafond / Plaque blanche	Matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (beige) en traces ; matériau semi-dur de type enduit (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (beige)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
018	P18 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - couloir - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé) (granulaire) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
019	P19 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - bureau 10 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (foncé)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris) (clair) (granulaire)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

2, rue Chanoiné Platon, CS 40265  
 F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE  
 Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb  
 S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
 N° 1-1591  
 Portée disponible sur  
 www.cofrac.fr



## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035056-01  
 Dossier N° : 19Y020752  
 Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 1 - SOUS  
 PREFECTURE DU MARIN

Version du : 06/07/2019 3:58  
 Date de réception : 03/07/2019

Page 5/5  
 Date d'analyse : 04/07/2019

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
020	P20 / Bâtiment de la sous prefecture du Marin - Rez de jardin - Bureaux - Guichet - Revêtement de sol / Enduit + peinture	Matériau souple de type dalle de sol (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau de type colle (jaune) ; matériau semi-dur fibreux de type bois, copeaux (marron) ; matériau semi-dur de type ragréage (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

**Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :**

Identification des fibres au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon le guide HSG 248 - annexe 2.

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm.

"Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0,1% en masse.

**Observation(s) échantillon(s)**

- (1) Les fibres d'amiante ont été détectées dans « le matériau enduit gris foncé fibreux ». Les autres matériaux décrits simultanément ne peuvent pas être séparés et analysés séparément, il n'est donc pas possible de conclure de manière définitive à la présence ou à l'absence d'amiante dans ces autres matériaux.
- (2) Les fibres d'amiante ont été détectées dans « le matériau enduit gris foncé fibreux ». Les autres matériaux décrits simultanément ne peuvent pas être séparés et analysés séparément, il n'est donc pas possible de conclure de manière définitive à la présence ou à l'absence d'amiante dans ces autres matériaux.
- (3) Les fibres d'amiante ont été détectées dans « le matériau enduit gris fibreux ». Les autres matériaux décrits simultanément ne peuvent pas être séparés et analysés séparément, il n'est donc pas possible de conclure de manière définitive à la présence ou à l'absence d'amiante dans ces autres matériaux.

**Observation(s) couche(s)**

- (i) La totalité de la couche a été utilisée pour rendre le résultat. Une contre-analyse sera impossible.
- (ii) Ce résultat a été confirmé par plusieurs prises d'essais concordantes

Jules Lentz



Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 5 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

2, rue Chanoine Platon, CS 40265

F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE

Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
 N° 1-1591  
 Portée disponible sur  
 www.cofrac.fr







## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

COORDI EXPERTI DIAGNO ETUDES  
CONSEILS

Monsieur Francesco VILLANOVA

3 lot. Campêche

97215 RIVIERE SALEE

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035134-01

Version du : 08/07/2019 18:28

Page 1/6

Dossier N° : 19Y020753

Date de réception : 03/07/2019

Date d'analyse : 04/07/2019

Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 2 - SOUS  
PREFECTURE DU MARIN

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	P21 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Archives - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (granulaire) (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	P22 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 4 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type ciment (gris) (i)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003	P23 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Local sécurisé - Revêtement de sol / Chape + peinture	Matériau de type peinture (gris) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004 (1)	P24 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - sanitaires - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 6 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

2, rue Chanoine Platon, CS 40265

F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE

Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

 ACCREDITATION  
N° 1-1591  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr




## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035134-01  
 Dossier N° : 19Y020753  
 Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 2 - SOUS  
 PREFECTURE DU MARIN

Version du : 08/07/2019 18:28  
 Date de réception : 03/07/2019

Page 2/6  
 Date d'analyse : 04/07/2019

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
005	P25 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 11 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
006	P26 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Toilette privée - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
007	P27 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau sous préfet - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
008	P28 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - couloir - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau de type peinture (beige) en traces ; matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 6 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

2, rue Chanoiné Platon, CS 40265  
 F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE  
 Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb  
 S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
 N° 1-1591  
 Portée disponible sur  
 www.cofrac.fr





## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035134-01  
 Dossier N° : 19Y020753  
 Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 2 - SOUS  
 PREFECTURE DU MARIN

Version du : 08/07/2019 18:28  
 Date de réception : 03/07/2019

Page 3/6  
 Date d'analyse : 04/07/2019

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
009	P29 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 15 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) en traces	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
010	P30 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 13 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
011	P31 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Accueil - joint de dilatation / Complexe blanc	Matériau dur (granulaire) (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
012	P32 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 14 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
013	P33 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 16 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 6 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

2, rue Chanoine Platon, CS 40265  
 F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE  
 Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb  
 S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
 N° 1-1591  
 Portée disponible sur  
 www.cofrac.fr







## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035134-01  
 Dossier N° : 19Y020753  
 Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 2 - SOUS  
 PREFECTURE DU MARIN

Version du : 08/07/2019 18:28  
 Date de réception : 03/07/2019

Page 4/6  
 Date d'analyse : 04/07/2019

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	<b>MET</b> *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
014	P34 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 16 - Revêtement de sol / Chape	Matériau dur de type mortier, béton, chape (granulaire) (beige) (gris)	<b>MET</b> *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
015	P35 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - bureau 12 - Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) en traces	<b>MET</b> *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)	<b>MET</b> *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
016	P36 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - façade- Revêtement du mur intérieur / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (beige)	<b>MET</b> *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris)	<b>MET</b> *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
017	P37 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - couloir - Revêtement du plafond / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris)	<b>MET</b> *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)(II)	<b>MET</b> *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 6 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

2, rue Chanoiné Platon, CS 40265  
 F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE  
 Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb  
 S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
 N° 1- 1591  
 Portée disponible sur  
 www.cofrac.fr





## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035134-01  
 Dossier N° : 19Y020753  
 Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 2 - SOUS  
 PREFECTURE DU MARIN

Version du : 08/07/2019 18:28  
 Date de réception : 03/07/2019

Page 5/6  
 Date d'analyse : 04/07/2019

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
018	P38 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - couloir - joint de dilatation / Complexe blanc	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau de type polystyrène (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (iii)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
019	P39 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - couloir - Revêtement du plafond / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau semi-dur de type enduit (gris)(iv)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
020	P40 / Bâtiment de la sous préfecture - Rez de jardin - Espace public - Revêtement du mur au droit de la plinthe / Enduit + colle carrelage	Matériau de type peinture (orange) ; matériau de type peinture (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (granulaire) (gris) (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

**Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :**

Identification des fibres au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon le guide HSG 248 - annexe 2.

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm.

"Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 6 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS**

2, rue Chanoiné Platon, CS 40265  
 F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE  
 Tél : +33 4 77 92 36 30 - Fax : +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/nb  
 S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
 N° 1-1591  
 Portée disponible sur  
 www.cofrac.fr





## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud Est SAS

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-SG-035134-01

Version du : 08/07/2019 18:28

Page 6/6

Dossier N° : 19Y020753

Date de réception : 03/07/2019

Date d'analyse : 04/07/2019

Référence Dossier : EUROFINS - SERIE 2 - SOUS

PREFECTURE DU MARIN

Observation(s) échantillon(s)

- (1) La teneur en fibres d'amiante détectée est proche de la limite de détection. Plusieurs prises d'essais ont été réalisées et ont permis de confirmer le résultat.

Observation(s) couche(s)

- (i) Les fibres d'amiante ont été détectées dans « le matériau ciment gris ». Les autres matériaux décrits simultanément ne peuvent pas être séparés et analysés séparément, il n'est donc pas possible de conclure de manière définitive à la présence ou à l'absence d'amiante dans ces autres matériaux.
- (ii) La teneur en fibres d'amiante détectée est proche de la limite de détection. Plusieurs prises d'essais ont été réalisées et ont permis de confirmer le résultat.
- (iii) La totalité de la couche a été utilisée pour rendre le résultat. Une contre-analyse sera impossible.
- (iv) Ce résultat a été confirmé par plusieurs prises d'essais concordantes



Vincent Chenal  
Chef de Groupe

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 6 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS**

2, rue Chanoine Platon, CS 40265

F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1, FRANCE

Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: [www.eurofins.fr/hdb](http://www.eurofins.fr/hdb)

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION  
N° 1-1591  
Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)





Analyses pour le Bâtiment

COORDI EXPERTI DIAGNO ETUDES CONSEIL  
**Monsieur Francesco VILLANOVA**  
3 lot. Campêche  
97215 RIVIERE SALEE

**Numéro de dossier : 19Y021194**

**Référence de dossier : EUROFINS - SERIE 3 - SOUS PREFECTURE DU MARIN**

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint le rapport d'analyse relatif à l'échantillon suivant :

- N° 19Y021194-001 - Référence *P72 / Bâtiment de la Sous préfecture - Rez de jardin - Façade - Revêtement mural / Enduit + peinture*, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Environment Testing Polska

- N° 19Y021194-002 - Référence *P82 / Bâtiment de la Sous préfecture - Rez de jardin - Façade - Revêtement mural / Enduit + peinture*, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Environment Testing Polska

- N° 19Y021194-003 - Référence *P83 / Bâtiment de la Sous préfecture - Rez de jardin - Façade - Revêtement mural / Enduit + peinture*, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Environment Testing Polska

Vous souhaitant bonne réception,

Cordialement,

Votre laboratoire Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS**  
2, rue Chancine Pilon  
F-42016 ST ETIENNE CEDEX 1  
Tél: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: [www.eurofins.fr/hdb](http://www.eurofins.fr/hdb)  
S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B





Eurofins Environment Testing Polska Sp. z o.o.



AB 1609

**EUROFINS ANALYSES POUR LE  
BATIMENT SUD-EST SAS  
REFERENT SOUS TRAITANT**  
EUROFINS ABSE  
2 rue Chanoine Ploton  
42000 SAINT ETIENNE

**RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX**

N° de rapport d'analyse : AR-19-RI-046455-01

Version du : 08/07/2019 22:15

Page 1/2

Dossier N° : 19RI044865

Date de réception : 08/07/2019

Référence dossier :

19Y021194 - EUROFINS - SERIE 3 - SOUS PREFECTURE DU MARIN

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	19Y021194-001 - P72 / Bâtiment de la Sous préfecture - Rez de jardin - Façade - Revêtement mural / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur (gris) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	19Y021194-002 - P82 / Bâtiment de la Sous préfecture - Rez de jardin - Façade - Revêtement mural / Enduit + peinture	Matériau de type peinture (beige) (clair) ; matériau de type peinture (beige) (forcé)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003	19Y021194-003 - P83 / Bâtiment de la Sous préfecture - Rez de jardin - Façade - Revêtement mural / Enduit + peinture	Matériau (marron) ; matériau de type peinture (beige)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les essais identifiés par le symbole \* ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

Eurofins Environment Testing Polska Sp. z o.o.

Al. Wojska Polskiego 90

82-200 Malbork, POLSKA





Eurofins Environment Testing Polska Sp. z o.o.



AB 1609

**RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX**

N° de rapport d'analyse : AR-19-RI-046455-01

Version du : 08/07/2019 22:15

Page 2/2

Dossier N° : 19RI044865

Date de réception : 08/07/2019

Référence dossier : 19Y021194 - EUROFINS - SERIE 3 - SOUS PREFECTURE DU MARIN

**Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :**

**MET :** Détermination Fibres d'amiante. Traitement par calcination et/ou par attaque acide. Détection et identification par Microscopie Electronique à Transmission équipée d'un Analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) réalisée à partir de la norme : NF X 43-050: Janvier 1996 et de la législation française : Arrêté du 6 Mars 2003.

NB 1 : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande. Il est à noter que ce rapport en français est une copie de la version originale du rapport en langue polonaise et stockée en interne par le laboratoire.

NB 2 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 3 : Le prélèvement relève de la responsabilité du client.

NB 4 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 5 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm.

"Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

NB 6 : La portée d'accréditation du laboratoire est référencée sous le n° AB 1609 et est disponible sur <https://pca.gov.pl/>.

Validé et approuvé par :



Małgorzata Zakrzewska  
Chef d'équipe

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les essais identifiés par le symbole \* ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

Eurofins Environment Testing Polska Sp. z o.o.  
Al. Wojska Polskiego 90  
82-200 Malbork, POLSKA

7-7/ Attestation de certification

**BUREAU VERITAS**  
Certification



**Certificat**  
Attribué à

**Monsieur Francesco VILLANOVA**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

**DOMAINES TECHNIQUES**

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
Amiante sans mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	03/02/2018	02/02/2023
Amiante avec mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	05/05/2017	04/05/2022

Date : 28/12/2017

Numéro de certificat : 8018591

**Jacques MATILLON - Directeur Général**



\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur [www.bureauveritas.fr/verification-dbg](http://www.bureauveritas.fr/verification-dbg)

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
60, avenue du Général de Gaulle – Immeuble Le Guillaumet – 92046 Paris La Défense



7-8/ Attestation d'assurance



Adresse postale :  
4 rue Berteaux Dumas  
CS 50057  
92522 NEUILLY SUR SEINE cedex  
T. : 01 58 86 78 00  
F. : 01 58 86 82 00  
accueil@verlingue.fr  
www.verlingue.fr

**ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE**  
Valable du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019

Nous soussignés VERLINGUE SAS – Courtage d'Assurances – 4 rue Bertheaux Dumas - CS 50057 – 92522 NEUILLY  
S/SEINE CEDEX, attestons par la présente que :

MONSIEUR VILLANOVA FRANCESCO  
SARL CEDEC  
BP102  
97224 DUCOS

Adhérent n°3639334904/14

a adhéré par notre intermédiaire, auprès d'AXA FRANCE IARD SA, régie par le Code des Assurances, dont le siège social est situé au n° 313 Terrasses de l'Arche - 92727 NANTERRE CEDEX, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n° 36399343904.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombier en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels non consécutifs, causés à des tiers dans le cadre des activités garanties indiquées ci-après et résultant d'un fait dommageable survenu dans l'exécution professionnelle de l'Assuré.

## Montants de garanties Responsabilité Civile Professionnelle :

Tous dommages confondus : Par diagnostiqueur 1000000 € par sinistre

Activités garanties : Diagnostics Techniques

## A // Diagnostics Techniques Immobilières Réglementées

- ✓ Le repérage **AMIANTE** avant transaction (art R1334-24 du Code de la Santé Publique) avant travaux (art R1334-27 du Code de la Santé Publique) avant démolition (art R1334-27 du Code de la Santé Publique), le dossier Techniques Amiante (art R1334-25 du Code de la Santé Publique) et le diagnostic Amiante (arrêté du 22/08/02) ;
- ✓ L'état des risques d'accessibilité au **PLOMB** (ERAP) et/ou constat des risques d'exposition au PLOMB (CREP) et le diagnostic du risque d'intoxication par le plomb dans les peintures ;
- ✓ L'état du bâtiment relatif à la présence de **TERMITES** ;
- ✓ Diagnostic de performance énergétique, **DPE**, conformément à la réglementation en vigueur - Décret 2006-1147 du 14/09/2006 et n° 2006-1653 du 21/12/2006, arrêtés du 15/09/2006, du 03/05/2007, du 27/01/2012 et du 17/10/2013 ;
- ✓ L'état des installations **GAZ** (loi n° 2003-6 du 03 janvier 2003, article 17-décret 2006-1147 du 14-09-06) ;
- ✓ Diagnostic de l'état des installations intérieures **ELECTRIQUES** (Décret n° 2006-384 du 22 avril 2008) ;
- ✓ L'état des lieux relatif à la conformité du logement, aux normes de surface et d'habitabilité comprenant : les normes relative à la sécurité, à la salubrité et à l'équipement de l'immeuble et aux normes dimensionnelles, d'installations et d'équipements du logement (dit **PTZ Plus**) conformément au décret n° 2005-69 du 31 janvier 2005 ;
- ✓ Le diagnostic technique immobilier tel que défini par le nouvel article **L 111-6-2** du Code la Construction et de l'Habitation modifié par l'article **74 de la Loi SRU** du 13/12/2000 la mise en place du carnet d'entretien, de déconstruction des bâtiments, les certificats d'états descriptifs avant et après travaux, conformément à la législation en vigueur et notamment la Loi Urbanisme et Habitat n° 2003-590 du 2 juillet 2003 qui a instauré le dispositif de Robien, et le décret n° 2003-1219 du 19 décembre 2003) ;
- ✓ Les mesurages réalisés dans le cadre de la **Loi CARREZ** ;
- ✓ Les recherches relatives à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs (**Décret 2005-134 du 15/02/05**) ;
- ✓ Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un **Prêt à Taux Zéro Plus** ;

(la garantie est acquise uniquement aux diagnostiqueurs figurant titulaires d'un certificat de compétence en cours de validité délivré par un Organisme accrédité par le COFRAC selon la norme 17024).

#### B // Diagnostics Techniques Immobilières non réglementées

- ✓ Mesurages réalisés dans le cadre de la Loi BOUTIN;
- ✓ Certificats de conformité aux normes de surfaces et d'habitabilité ;
- ✓ Les recherches relatives à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs (Décret 2005-134 du 15/02/05) ;
- ✓ L'état du non bâti relatif à la présence de Termites ;
- ✓ Diagnostic des insectes xylophages et champignons lignivores ;
- ✓ Les certificats d'état de décence et de salubrité du logement tels que définis par le nouvel article L 111-6-2 du Code de la Construction et de l'Habitation modifié par l'article 74 de la loi SRU du 13 décembre 2000 ;
- ✓ Le DTG Diagnostic technique global, suivant les articles L. 731-1 et L. 731-2 du code de la construction et de l'habitation ;
- ✓ Recherche du Plomb dans l'eau (Code de la Santé Publique et arrêté du 31/12/2000) ;
- ✓ Diagnostic relatif à la détection du radon ;
- ✓ Diagnostic sur la qualité de l'environnement du bâti par prélèvement d'échantillon d'air ;
- ✓ Diagnostic de la légalonellose ;

QUIMPER NANTES RENNES VANNES PARIS-LILLE MULHOUSE STRASBOURG DIJON LYON AIX-EN-PROVENCE TOULOUSE BORDEAUX  
MANCHESTER HALIFAX SHEFFIELD ZÜRICH

[illegible]





Adresse postale :  
4 rue Berteaux Dumas  
CS 50057

92522 NEUILLY SUR SEINE cedex

T. : 01 58 86 78 00

F. : 01 58 86 82 00

accueil@verlingue.fr

www.verlingue.fr

- ✓ **L'évaluation immobilière à valeur vénale et locative ;**
- ✓ **L'audit du dispositif de Sécurité des Piscines** à usage familial et collectif, conformément aux dispositions de la Loi n° 2003-9 du 3 janvier 2003 et du décret n° 2003-1389 du 31 décembre 2003 et ses modifications ;
- ✓ **Le bilan énergétique** (activité garantie exclusivement en complément du DPE) se limitant à dresser une liste des solutions de travaux à réaliser en vue d'économies d'énergie ;
- ✓ **L'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs** (décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001) ;
- ✓ **La Thermographie et/ou infiltrométrie** dans le cadre de la Réglementation RT2012 et NF EN 13187 et 13829 (sous réserve que l'Adhérent soit certifié DPE) ;
- ✓ **Le diagnostic d'Accessibilité aux Handicapés** (décret du 15/05/2006 et de l'arrêté du 21/06/2007) ;
- ✓ Les états des lieux locatifs ;
- ✓ La vérification de conformité des réseaux d'eau ;
- ✓ L'état des installations d'assainissement ;
- ✓ Le contrôle de sécurité des Ascenseurs existants ;
- ✓ L'audit de sécurité incendie ;
- ✓ La mise en copropriété, la rédaction et la modification des règlements de copropriété prévues à l'article 81 de la loi SRU du 13 décembre 2000, ainsi que le calcul des tantièmes et millièmes de copropriété ;
- ✓ **Diagnostic de performance énergétique non réglementé - DPE Volontaire** (activité garantie sous réserve que le diagnostiqueur soit certifié DPE) ;
- ✓ **ECO PTZ** selon les dispositions de l'Arrêté du 30 mars 2009 (réservé aux Diagnostiqueurs certifiés DPE) ;
- ✓ L'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs (décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001) ;
- ✓ **Coordination en Sécurité et Protection de la Santé** (uniquement par extension aux activités de Diagnostics Immobiliers réglementés indiquées ci-avant) ;

- ✓ **Réalisation de l'Audit Énergétique** (réservée aux Diagnostiqueurs certifiés DPE ayant suivi par ailleurs un stage de formation spécifique « Audit Énergétique ») comprenant :

- ✓ La réalisation de diagnostics de performance énergétique réglementaire ;
- ✓ La réalisation de bilans thermiques hors cadre réglementaire ;
- ✓ La rédaction de rapport comparatif sur la mise en œuvre ou la réalisation de travaux pour l'amélioration de la performance énergétique avec une estimation chiffrée des travaux et du montant des gains théoriques réalisés ;
- ✓ L'étude thermique avant travaux hors cadre réglementaire permettant si nécessaire un programme de travaux cohérent en optimisant les temps de retour sur investissement. Ces recommandations peuvent faire partie des souhaits du donneur d'ordre ou correspondre à des nécessités estimées par le Diagnostiqueur.

- ✓ **Etudes Thermiques : la réalisation d'Etudes Thermiques réservée aux Professionnels de la performance énergétique** comprend :

- La réalisation de diagnostics de performance énergétique réglementaire (DPE) par des diagnostiqueurs certifiés\* ;
- La réalisation des Etudes Thermiques Réglementaires RT 2005 et RT 2012 (bâtiments nouveaux et parties nouvelles de bâtiments selon les Arrêtés en vigueur) ;
- La réalisation de bilans énergétiques (réglementaires TH-C-ex) permettant si nécessaire un programme de travaux cohérent pouvant présenter les temps de retour sur investissement. Ces recommandations peuvent faire partie des souhaits du donneur d'ordre ou correspondre à des nécessités estimées par le Professionnel de la performance énergétique ;
- La rédaction de rapport comparatif sur la mise en œuvre ou la réalisation de travaux pour l'amélioration de la performance énergétique avec une estimation chiffrée des travaux et du montant des gains théoriques réalisables. Ces missions ne correspondent pas à des missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ni de Maîtrise d'œuvre.
- La réalisation des bilans thermiques hors cadre réglementaire ;
- Diagnostic portant sur la gestion des Déchets issus de la démolition des bâtiments ;
- Carottage d'enrobés pour la détection amiante

(la garantie est acquise uniquement aux diagnostiqueurs présentant un certificat de formation adéquat et spécifique à l'activité).

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie et est délivrée sous réserve du paiement de la cotisation. Pour faire valoir ce que de droit, elle ne peut engager celui-ci au-delà des limites, des clauses et Conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

Fait à Neuilly S/Seine en double exemplaires originaux,  
le 31 décembre 2018



QUIMPER NANTES RENNES VANNES PARIS LILLE MULHOUSE STRASSBOURG DIJON LYON AIX-EN-PROVENCE TOULOUSE BORDEAUX  
MANCHESTER HALIFAX SHEFFIELD ZURICH



Wagnonville 12 rue de l'Éclaircie - 330 44702 - 33000 QUIMPER cedex. Tél. 02 98 200 300 / 02 98 21 11 11 - Fax. 02 98 200 342  
SAS au capital de 5 200 000 € - Code APE 3522 2 - Siret 491 210 840 RCS QUIMPER - M. Denis - 34 330 640 - immatriculé à  
M de TGF immatriculé au RCS de 77 21 442 333 943 - Réseau Au service de l'ACTIF Immatriculé de 244 000 - Immatriculé de 133 000 - 133 000 - 133 000 - 133 000



7-9/ Attestation de formation de prévention risque amiante  
conformément au décret 2012-639 du 4 mai 2012



**ATTESTATION DE COMPETENCE****N° AI3M-2019/52-01**

*Document complété par l'attestation de fin de formation  
à conserver par le stagiaire, aucun duplicata ne sera délivré*

**PERSONNEL ENCADREMENT TECHNIQUE AVEC  
CUMUL ENCADREMENT CHANTIER  
ACTIVITES D'INTERVENTIONS SUR L'AMIANTE**  
(Activités définies à l'article R.4412-144 du Code du Travail)

**Décernée à : Monsieur VILLANOVA Francesco**  
Né(e) le 23/02/1973

Qui a satisfait aux épreuves certificatives de la **Formation de Recyclage Personnel Encadrement Mixte Interventions Amiante Sous-Section 4** dispensée, conformément à l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante, par l'organisme de formation certifié FORMAMIANTE.

Formateur : Philippe FERRE

Intervenants spécialisés :

Date : 14/03/2019

Validité 3 ans à compter de la date de délivrance

Le responsable de l'organisme de formation  
**Gilles FARCOT**

FORMAMIANTE SARL  
130/136 AV. JOSEPH KESSEL  
78980 VOSSENS LE BRETONNEUX  
01 61 37 24 34 - 01 61 37 24 35  
CAPITAL DE 50000€ - A. 8559A  
750418253 - RCS VERSAILLES

# Formamiente

FORMAMIANTE S.A.R.L. enregistré sous le n°11 78 82328 78  
130/136 Avenue Joseph Kessel Bat G - 78980 VOSSENS LE BRETONNEUX  
Tel. 01 61 37 24 34 - Fax. 01 61 37 24 35 - contact@formamiente.fr

7-10/ Attestation sur l'honneur conformément à l'article L271.6 du  
Code de la Construction et de l'Habitation

Je soussigné Mr Villanova Francesco, opérateur de repérage amiante ayant réalisé le présent rapport certifie sur l'honneur que les documents prévus aux 1° à 4°, 6° et 7° du I de l'article L. 271-4 ainsi qu'à l'article L. 134-1 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés.

Nous souscrivons à une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions.

Nous n'avons aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa.

Fait à ducos , le 18/07/2019.



7-11/ Fiche récapitulative amiante

## FICHE RECAPITULATIVE AMIANTE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

La présente Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante (établie selon l'arrêté du 22 août 2002) est destinée à l'information des occupants de l'immeuble sur la présence d'amiante dans les composants et les consignes de sécurité qui en résultent. Elle est bâtie à partir des données du Dossier technique amiante de l'immeuble, qui a été constitué sur la base des éléments décrits dans le présent chapitre.

### 1/ Caractéristiques de l'immeuble concerné par la Fiche Récapitulative Amiante :

Edition de la fiche récapitulative amiante :	18/07/2019.	  
Auteur de la fiche récapitulative amiante :	Francesco VILLANOVA CEDEC - BP 102 97224 DUCOS	
Date de mise à jour du Dossier Technique Amiante :	18/07/2019	
Prochaine mise à jour du Dossier Technique Amiante :	18/07/2022	
Localisation du bâtiment :	Morne Désir 97290 Le Marin MARTINIQUE - 972	
Désignation du bâtiment :	Bâtiment principal	
Année de construction	Non communiquée	
Propriétaire du site :	Préfecture Martinique	
Responsable du Dossier Technique Amiante :	Mr JACQUENS Bertrand Responsable Gestion du Patrimoine Immobilier et suivi des travaux	
Modalités de consultation du Dossier Technique Amiante :	Préfecture de la Martinique 82 rue Victor Sévère 97200 Fort de France.	
Heure et lieu de consultation	Tous les jours de 07h00 à 12h00 Préfecture de la Martinique 82 rue Victor Sévère 97200 Fort de France.	

Le dossier technique "Amiante" est tenu à la disposition :

- Des occupants de l'immeuble,
- Des inspecteurs et contrôleurs du Travail,
- Des agents des administrations de contrôle
- Des agents du Service Prévention des organismes de sécurité sociale
- Des agents de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Par ailleurs, quand il s'agit de locaux de travail, le dossier technique amiante doit être tenu à disposition

- Des médecins du Travail,
- Des chefs d'établissement,

- Des représentants du personnel, CSE

Le dossier technique "Amiante" est communiqué à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux une attestation écrite de cette communication est conservée.

La fiche récapitulative du dossier technique amiante est communiquée :

- Aux occupants de l'immeuble,
- Aux chefs d'établissements lorsqu'il s'agit de locaux de travail.

Dans un délai de 1 mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour.

En cas de cession des locaux, les documents sont transmis aux nouveaux propriétaires.

## 2/ Rapports de repérage.

Référence du rapport	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage	Commentaire
751-2019	18/07/2019	CEDEC Mr VILLANOVA	1 <sup>ère</sup> édition	Amiante détecté

## 3/ Liste des parties d'immeuble ayant donné lieu au repérage

LISTE DES DIFFÉRENTS REPÉRAGES	NUMÉRO DE RÉFÉRENCE du rapport de repérage	LISTE DES PARTIES de l'immeuble bâti visitées (1)	LISTE DES PARTIES de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2)
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R. 1334-20 du code de la santé publique			



Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R. 1334-21 du code de la santé publique :			
Autres repérages (préciser) :			

(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

#### 4/ Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante

##### 4 a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE CHAQUE repérage	TYPE DE REPÉRAGE	MATÉRIAU ou produit	LOCALISATION PRÉCISE (faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints)	ÉTAT DE conservation (1)

(1) Matériaux liste A : l'état de conservation est défini par un score 1,2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

## 4 b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE CHAQUE repérage	TYPE DE REPÉRAGE	MATÉRIAU ou produit	LOCALISATION PRÉCISE (faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos jointes)	ÉTAT DE conservation (2)	MESURES préconisées par l'opérateur
18/07/2019	RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE.	Complexe indissociable enduit + peinture de tous les revêtements des murs intérieurs	Tous les locaux intérieurs rez- de-jardin	Evaluation périodique	Voir préconisations délivrées par le présent document
18/07/2019	RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE.	Complexe indissociable enduit + peinture de tous les revêtements des plafonds	Tous les locaux intérieurs rez- de-jardin	Evaluation périodique	Voir préconisations délivrées par le présent document

(2) Matériaux liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.

5/ Les évaluations périodiques5 a. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux ou produits concernés	Localisation	Etat de conservation	Mesure d'empoussièrement

5 b. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux ou produits concernés	Localisation	Etat de conservation	Mesure d'empoussièrement

6/ Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires6 a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprise intervenantes	Résultats des examens visuels et des mesures d'empoussièrement

6 b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprise intervenantes	Résultats des examens visuels et des mesures d'empoussièrement

## 7/ Les recommandations générales de sécurité

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante.

Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

B - 1 Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

B - 2 Elimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861\*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

B - 3 Elimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

8/ Plans – photos – croquis permettant de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante

[illegible]

7-12/ Consignes générales de sécurité



L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

## 1. Informations générales

a) Dangers de l'amiante Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller

au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travaillermieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

## 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple : □ perçage d'un mur pour accrocher un tableau ; □ remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ; □ travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

## 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au

fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.

Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :


- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7-13/ Fiche récapitulative de communication du Dossier Technique  
Amiante

Conformément à l'article R 1334-28 du Code de la Santé Publique, les propriétaires sont tenus de communiquer le présent dossier technique amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et à conserver une attestation écrite de cette communication.

Date	Emetteur nom + signature	Destinataire nom + signature
08/19	CEDEC Sarl Mr VILLANOVA Francesco 	Mr JACQUENS Bertrand

SOUS-PREFECTURE DU MARIN

BATIMENT PRINCIPAL - REZ-DE-  
JARDIN - LOCAUX DE TRAVAIL

FICHE RECAPITULATIVE AMIANTE



## FICHE RECAPITULATIVE AMIANTE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

La présente Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante (établie selon l'arrêté du 22 août 2002) est destinée à l'information des occupants de l'immeuble sur la présence d'amiante dans les composants et les consignes de sécurité qui en résultent. Elle est bâtie à partir des données du Dossier technique amiante de l'immeuble, qui a été constitué sur la base des éléments décrits dans le présent chapitre.

### 1/ Caractéristiques de l'immeuble concerné par la Fiche Récapitulative Amiante :

Edition de la fiche récapitulative amiante :	18/07/2019.	  
Auteur de la fiche récapitulative amiante :	Francesco VILLANOVA CEDEC – BP 102 97224 DUCOS	
Date de mise à jour du Dossier Technique Amiante :	18/07/2019	
Prochaine mise à jour du Dossier Technique Amiante :	18/07/2022	
Localisation du bâtiment :	Morne Désir 97290 Le Marin MARTINIQUE – 972	
Désignation du bâtiment :	Bâtiment principal	
Année de construction	Non communiquée	
Propriétaire du site :	Préfecture Martinique	
Responsable du Dossier Technique Amiante :	Mr JACQUENS Bertrand Responsable Gestion du Patrimoine Immobilier et suivi des travaux	
Modalités de consultation du Dossier Technique Amiante :	Préfecture de la Martinique 82 rue Victor Sévère 97200 Fort de France.	
Heure et lieu de consultation	Tous les jours de 07h00 à 12h00 Préfecture de la Martinique 82 rue Victor Sévère 97200 Fort de France.	

Le dossier technique "Amiante" est tenu à la disposition :

- Des occupants de l'immeuble,
- Des inspecteurs et contrôleurs du Travail,
- Des agents des administrations de contrôle
- Des agents du Service Prévention des organismes de sécurité sociale
- Des agents de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Par ailleurs, quand il s'agit de locaux de travail, le dossier technique amiante doit être tenu à disposition

- Des médecins du Travail,
- Des chefs d'établissement,

- Des représentants du personnel, CSE

Le dossier technique "Amiante" est communiqué à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux une attestation écrite de cette communication est conservée.

La fiche récapitulative du dossier technique amiante est communiquée :

- Aux occupants de l'immeuble,
- Aux chefs d'établissements lorsqu'il s'agit de locaux de travail.

Dans un délai de 1 mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour.

En cas de cession des locaux, les documents sont transmis aux nouveaux propriétaires.

## 2/ Rapports de repérage.

Référence du rapport	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage	Commentaire
751-2019	18/07/2019	CEDEC Mr VILLANOVA	1 <sup>ère</sup> édition	Amiante détecté

## 3/ Liste des parties d'immeuble ayant donnée lieu au repérage

LISTE DES DIFFÉRENTS REPÉRAGES	NUMÉRO DE RÉFÉRENCE du rapport de repérage	LISTE DES PARTIES de l'immeuble bâti visitées (1)	LISTE DES PARTIES de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2)
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R. 1334-20 du code de la santé publique			
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R. 1334-21 du code de la santé publique :			

Autres repérages (préciser) :			

(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

#### 4/ Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante

##### 4 a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE CHAQUE repérage	TYPE DE REPÉRAGE	MATÉRIAU ou produit	LOCALISATION PRÉCISE (faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos jointes)	ÉTAT DE conservation (1)

(1) Matériaux liste A : l'état de conservation est défini par un score 1,2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

4 b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE CHAQUE repérage	TYPE DE REPÉRAGE	MATÉRIAU ou produit	LOCALISATION PRÉCISE (faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos jointes)	ÉTAT DE conservation (2)	MESURES préconisées par l'opérateur
18/07/2019	RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE.	Complexe indissociable enduit + peinture de tous les revêtements des murs intérieurs	Tous les locaux intérieurs rez- de-jardin	Evaluation périodique	Voir préconisations délivrées par le présent document
18/07/2019	RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE.	Complexe indissociable enduit + peinture de tous les revêtements des plafonds	Tous les locaux intérieurs rez- de-jardin	Evaluation périodique	Voir préconisations délivrées par le présent document

(2) Matériaux liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.

## 5/ Les évaluations périodiques

### 5 a. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux ou produits concernés	Localisation	Etat de conservation	Mesure d'empoussièrement

### 5 b. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux ou produits concernés	Localisation	Etat de conservation	Mesure d'empoussièrement

## 6/ Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

### 6 a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprise intervenantes	Résultats des examens visuels et des mesures d'empoussièrement

### 6 b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprise intervenantes	Résultats des examens visuels et des mesures d'empoussièrement

## 7/ Les recommandations générales de sécurité

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante.

Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

B - 1 Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

B - 2 Elimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861\*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

B - 3 Elimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

[illegible]